

le changement ? imposons-le !

Sarkozy a dégagé, ce qui suscite beaucoup d'espoir au sein des classes populaires. Pourtant dès le soir de son élection, Hollande commençait à souffler que compte tenu de la conjoncture économique, il allait falloir être "réaliste". La crise économique en cours va donc rapidement nous mener à l'heure de vérité : austérité de gauche ou changement réel ?

Le changement, c'est pour quand ?

Il n'y avait déjà pas beaucoup d'engagements dans le programme de Hollande. Il a beaucoup parlé de justice et d'éducation mais souvent en termes flous. Or à peine son gouvernement nommé, il entend déjà revenir sur ses engagements concernant la retraite à 60 ans. Il s'agissait déjà d'une demi-mesure ne revenant pas sur la « décote », instaurée par l'UMP, qui diminue les pensions des salarié-e-s ayant moins de 41 annuités de cotisation. Aujourd'hui Hollande entend en plus ne pas prendre en compte les périodes de chômage et de congé maternité dans le calcul de ces annuités.

Autre engagement phare : le non-cumul des mandats. Au final, il se restreint aux mandats de maires ou d'adjoints municipaux. Ouf ! Les notables du PS vont pouvoir conserver leurs postes et les indemnités qui vont avec. De même, quand Hollande annonce « les troupes françaises quitteront l'Afghanistan », il faut comprendre « 1550 militaires sur les 3550 présents resteront sur place ».

Au-delà de ça, il faut que nous restions lucides sur ce qui se prépare. Les patrons sont en train de ressortir les plans sociaux reportés pendant la campagne prési-

dentielle. Air France prévoit 5000 suppressions de poste, Carrefour 3000, PSA 3100, sans compter les innombrables emplois menacés dans les filiales de ces grands groupes.

Austérité : on résiste ou on se soumet !

Que vont faire les socialistes face à ces licenciements ? S'opposer franchement au pouvoir patronal ? Ou déclarer que « l'Etat ne peut pas tout » et laisser faire, comme Jospin lors de la fermeture de Renault Vilvorde en 1997 ?

Les marchés financiers semblent en tout cas avoir un avis sur la question : ils ont tout à fait imaginé l'élection de Hollande et parient qu'il va se plier à leurs exigences, ou mieux, qu'il va nous dorer la pilule. De fait, l'exemple de la démission forcée de Papandréou en Grèce, après que celui-ci ait osé proposer un référendum sur les plans d'austérité, montre que les marchés et les technocrates européens à leur service n'hésitent pas à mettre la pression aux gouvernements qui sortiraient des clous. La demi-austérité n'est donc pas possible : soit on rompt avec celle-ci, soit on l'organise.

Le futur n'est pas écrit. Ce qui sera déterminant pour inventer une autre société, ce seront les résistances que nous pourrons opposer aux licenciements et aux politiques d'austérité. Et c'est sans attendre qu'il faut construire ces résistances.

ments et aux politiques d'austérité. Et c'est sans attendre qu'il faut construire ces résistances.

Mettons la pression !

Le gouvernement Hollande va vite être mis face à ses contradictions et il faut dès maintenant lui mettre la pression, sans être indulgent-es avec les demi-mesures qu'il propose.

Dans tous les cas, ce gouvernement n'est qu'une transition. Soit il capitule face aux exigences des patrons, des banquiers et des technocrates européens et alors il ouvre la voie à la droite et à l'extrême-droite. Soit nous parvenons à imposer nos revendications et alors il faudra pousser plus loin dans la rupture avec les politiques d'austérité : remettre en cause la direction de l'économie par les patrons et les financiers en bloquant les dividendes et en imposant un droit de veto des travailleur-se-s sur les licenciements, développer les services publics et les mettre sous contrôle des usager-e-s, ouvrir les frontières à la circulation des personnes et non seulement des marchandises. Bref, faire émerger une alternative au capitalisme.



**Le mensuel
disponible
en kiosque !**

☐ Je souhaite recevoir des informations sur les Ami-e-s d'AL

☐ Je souhaite adhérer à Alternative libertaire.

☐ Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel AL

☐ Je m'abonne à *Alternative libertaire*

(20 euros pour un an, 15 euros pour lycéen-nes, étudiant-es, chômeuses/eurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).

NOM..... PRÉNOM.....

TÉL. E-MAIL

ADRESSE.....

Alternative libertaire

BP 295

75921 Paris Cedex 19

contacts@alternativelibertaire.org

www.alternativelibertaire.org

28 mai 2012